



## **CONCLUSION**

*Par Sylvie REBIERE-POUYADE, présidente, et Etienne VARAUT, vice-président de l'IRDSU*

Au nom des professionnels du DSU, nous tenons à vous dire que nous sommes très heureux du succès de notre journée comme de la qualité de nos travaux. Ils augurent de belles perspectives de travail ensemble, élus et techniciens, de l'IRDSU, de Ville & Banlieue et de l'AMGVF.

**Nous vous proposons donc quelques pistes de coopération possibles pour 2009 :**

**1- Croiser nos réseaux d'élus et de professionnels pour préparer ensemble des projets de territoire durables, participatifs et solidaires qui soient à la hauteur des enjeux. Et ce aux échelles locales, régionales et nationales.**

**2- Coopérer avec les élus sur différents chantiers communs, à la manière de ce qui a été fait récemment à Reims autour des projets locaux de lutte contre les discriminations.**

Car s'il y a bien un enjeu que l'on doit partager, techniciens et élus, c'est de montrer, ou de donner à voir, l'intérêt qu'il y a à produire ensemble un cadre de référence commun pour promouvoir des projets de territoire intégrés. Produire ce cadre commun peut être rapidement opérationnel, en partant des travaux produits par l'IRDSU sur le sujet et en les croisant avec ceux des associations d'élus.

Un cadre de référence commun permettrait de s'engager ensemble à dire à l'Etat, mais aussi aux élus territoriaux et aux techniciens, que la politique de la ville va au-delà d'une logique de programmes ou d'agences, au-delà d'injonctions ou d'appels à projets « descendants ». Son enjeu réside dans la capacité des acteurs locaux à s'engager dans des projets de territoire intégrés et dans la volonté de se donner les moyens de les mettre en œuvre.

D'autres thématiques peuvent aussi nous intéresser, élus et techniciens. Ce sont les questions relatives aux solidarités entre territoire, aux critères de la DSU et à la géographie prioritaire (CUCS et ZUS). Et ces thèmes vont nous obliger à réagir dans les mois à venir, car Fadela Amara a annoncé au C.N.V. le lancement d'une consultation sur la géographie début 2009.

Pour ce qui est de la production d'un cadre de référence commun sur les projets de territoire durables, nous pourrions nous donner comme date butoir avril ou mai, avec l'objectif d'organiser des Assises régionales et nationales de « La ville de demain », si possible sous l'égide du Conseil National des Villes. C'est à partir de ce travail que nous pourrions alors vérifier notre capacité à produire du sens pour une politique urbaine, sociale, économique et environnementale qui soit durable, participative et solidaire et qui puisse s'ancrer d'avantage dans une véritable transversalité opérationnelle.

Nous vous remercions donc une fois de plus pour votre participation et vous invitons à participer à la suite de ces travaux, que nous souhaitons vivement pouvoir mener avec vous.

---